



28 NOVEMBRE 2024

Aujourd'hui dans le mot du Jeudi :
(clique pour accéder directement à l'article)

- Mouvement dans la Fonction publique le 5 décembre
- Éducation à la sexualité : l'extrême-droite impose ses idées
- Stage AESH

JOURS DE CARENCE, SALAIRES, CONDITIONS DE TRAVAIL, BUDGET...

Le 5 décembre on arrête tout !



Les annonces budgétaires pour 2025 sont inacceptables : suppressions de 4000 postes dans l'Éducation nationale, baisse de l'indemnisation des arrêts maladie, passage d'un jour à trois jours de carence en cas d'arrêt maladie, baisse du Fond vert qui devait permettre de rénover le bâti scolaire...

Dans un même temps, la ministre Genetet poursuit les réformes de tri social impulsées par Attal avec le "choc des savoirs". Le ministère continue de maltraiter l'école, ses personnels et les élèves.

Face à ces attaques, l'ensemble des organisations syndicales appellent à construire une riposte massive dans toute la Fonction publique et dans l'Éducation nationale et les universités. La grève du 5 décembre doit être massive et doit être le point de départ d'une mobilisation d'ampleur capable d'arracher des victoires pour améliorer la vie de tou·tes !

Retrouve ici tout le matériel pour te mobiliser et pour mobiliser tes collègues [en cliquant là](#)

Le communiqué intersyndical [est ici](#) et le tract [est là](#)

Manifestations :

Cholet à 10h au Rond-point de Paris

Saumur à 10h place Bilange

Angers à 14h. DÉPART ESPLANADE DU THÉÂTRE DU QUAI !

AG ÉDUCATION A 11H À LA BOURSE DU TRAVAIL

EDUCATION A LA VIE SEXUELLE ET AFFECTIVE

Quand le ministère de l'éducation nationale plie devant l'extrême-droite



Dans un article de Mediapart (consultable en ligne en version payante [en cliquant là](#)), la journaliste Mathilde Goannec met en lumière la réforme de l'éducation à la sexualité portée par Anne Genetet et Alexandre Portier.

Sous prétexte de protéger les enfants, ces ministres cèdent aux pressions réactionnaires, réactivant le mythe de la « théorie du genre » pour alimenter les paniques morales de l'extrême droite. Plutôt que de défendre un programme ambitieux et unanimement validé, ils préfèrent sacrifier l'éducation au respect et à l'égalité sur l'autel du

conservatisme.

SUD éducation dénonce cette manœuvre. Loin de répondre aux besoins des élèves, cette réforme dénature un outil crucial de lutte contre les discriminations et les violences sexistes et sexuelles.

Éducation sexuelle, consentement, diversité des genres : autant de sujets qui nécessitent une approche radicale et libératrice, pas des ajustements timorés dictés par des agendas rétrogrades.

Pour SUD, il faut aller au-delà des demi-mesures. Former les enseignant·es à ces enjeux, bâtir des contenus qui déconstruisent les normes patriarcales et hétéronormées, créer des espaces d'expression pour les élèves et s'allier à des associations progressistes : voilà les conditions indispensables pour une véritable éducation émancipatrice.

Face à ce recul, la réponse est claire : résistance et mobilisation. L'école doit rester un espace de lutte contre toutes les oppressions, et nous ne laisserons ni les ministres ni leurs alliés réactionnaires en faire un outil d'aliénation. La bataille pour une éducation libératrice ne fait que commencer.

Retrouve le communiqué de SUD éducation [en cliquant là](#)

AESH

Stage et journée d'échanges 2025



SUD éducation 49 organise un stage de formation syndicale à destination des collègues AESH. Il aura lieu le lundi 3 février et est ouvert à toutes et tous, syndiqué·es ou non. Il s'adresse aux collègues nouvellement embauché·es, comme aux plus ancien·es. C'est un moment d'échange, de réflexion et de construction de revendications pour nos futures mobilisations. N'hésite pas à t'inscrire pour évoquer tes droits et leur défense, les perspectives du métier, les luttes...

Retrouve toutes les informations [en cliquant là](#) et inscris-toi [en cliquant ici](#)

Agenda militant :



- Soutien aux 4 de Denée :

Rassemblement le **30 novembre à Angers** en soutien à l'installation de 4 jeunes paysan·nes en bio dont le projet de reprise de ferme à Denée est pour l'instant refusé par les instances agricoles (SAFER) au profit de l'agrandissement d'une ferme en conventionnel.

RDV à 10h devant le Palais de Justice d'Angers

Equipe de rédaction :

Les Jeudien·nes